



VILLE DE COGOLIN

ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 2026/1170

ECHAFAUDAGE + STATIONNEMENT RÉSERVÉ - ENTREPRISE « PROTEC TOITURE »

RUE CARNOT : réfection de toiture à l'identique

Le maire de la commune de Cogolin,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 et suivants,

Vu le code de la route, notamment les articles R.411-8, R.411-26 et R.417-10,

Vu le code de la voirie routière, notamment les articles L.111-1, L.113-2, L.113-4, L.113-7,

L.115-1, L.118-1, L.141-11, R.116-2, R.141-13 et suivants et le chapitre VI du titre Ier du livre Ier,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L.2122-1 et L.2132-2,

Vu le code des postes et des communications électroniques, notamment les articles L.47,

R.20-45 à R.20-54,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu la délibération du conseil municipal du 11 octobre 2022 portant sur le règlement de voirie communale,

Vu la délibération n° 2025/12/08-12 du conseil municipal en date du 8 décembre 2025 fixant les droits de voirie et redevances d'occupation du domaine public pour l'année 2026,

Considérant, que le maire peut, moyennant le paiement de droits fixés par un tarif dûment établi, délivrer des permis de stationnement ou des permissions de voirie,

Considérant la demande présentée en date du 6 août 2026, par l'entreprise « PROTEC TOITURE » 270, route du Plan de la Tour - 83120 Sainte-Maxime, afin d'installer un échafaudage de 6 m², au droit du n° 23, rue Carnot, chez Monsieur DEMARCUS, ainsi que la neutralisation de deux places de stationnement pour procéder à des travaux de réparation de toiture à l'identique, du lundi 7 au vendredi 25 septembre 2026,

Vu l'intérêt général,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1

Le pétitionnaire sera autorisé à installer un échafaudage de 6 m² sur le domaine public, au droit du n° 23, rue Carnot :

**du lundi 7 septembre 2026 – 8H
au vendredi 25 septembre 2026 – 18H**

ARTICLE 2

Le temps des travaux, l'entreprise sera autorisée à occuper **deux places** de stationnement, au droit du n° 24, rue Carnot, devant la « Poterie de Cogolin » :

**du lundi 7 septembre 2026 – 5H30
au vendredi 25 septembre 2026 – 17H**

ARTICLE 3

Le pétitionnaire est responsable de la mise en place de la signalisation et du balisage du chantier, de son maintien pendant les travaux, ainsi que de la circulation publique à proximité du chantier par la mise en place des panneaux. Les déviations devront être mise en place par le pétitionnaire afin d'informer les automobilistes des interdictions de circuler. Le présent arrêté sera affiché, par le pétitionnaire, sur l'échafaudage.

Une déviation pour les piétons sera mise en place à l'angle du boulevard Michelet, et un passage sous l'échafaudage sera prévu.

Une signalisation temporaire adaptée sera installée afin de sécuriser la zone de travaux (circulation ralentie, danger, ralentisseur de vitesse à 150 mètres de part et d'autre du chantier)

Un homme trafic sera présent de part et d'autre du chantier lors des opérations de montage et de démontage de l'échafaudage.

Pendant la nuit, l'échafaudage sera équipé d'un dispositif lumineux et la zone de travaux sera sécurisée par des protections adaptées.

ARTICLE 4

La circulation des véhicules de secours, police, pompiers et ambulances devra être maintenue en permanence.

ARTICLE 5

Le pétitionnaire est tenu de s'acquitter des droits correspondant à la présente autorisation. Ces droits ont été approuvés par délibération du conseil municipal en date du 8 décembre 2025. Le détail des droits est annexé à la présente autorisation.

Le pétitionnaire versera la somme décomptée pour droits de voirie dès réception du titre de recettes émanant de la SGC de l'Estérel. Toutes les modalités de règlement étant indiquées sur ce titre exécutoire.

ARTICLE 6

La présente autorisation est accordée à charge pour le bénéficiaire de se conformer aux règlements en vigueur ainsi qu'aux conditions spéciales suivantes :

- la protection des piétons devra être assurée dans tous les cas,
- l'organisation ne devra en aucun cas présenter une gêne pour la circulation automobile,
- dès l'achèvement des travaux, le pétitionnaire devra enlever tous décombres et matériaux, réparer tous dommages éventuellement causés, et rétablir à ses frais, la voie publique et ses dépendances dans leur premier état, cette remise en état fera l'objet d'un procès-verbal de recollement dont mention sera portée le moment venu sur le présent arrêté,
- le pétitionnaire supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence des travaux effectués par l'administration dans l'intérêt de la voirie,
- la présente autorisation est pour tout ou partie révocable à toute époque sans indemnité soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par le pétitionnaire des conditions imposées par le règlement général de voirie.
- le présent arrêté devra être affiché sur les barrières de chantier afin d'en informer les riverains.

ARTICLE 7

En cas d'infraction aux prescriptions du présent arrêté, conformément aux dispositions des articles R.417-10 et R.411-26 du code de la route, tout conducteur sera puni de l'amende prévue, et il sera prévu l'enlèvement du véhicule aux frais du contrevenant et à ses risques et périls.

ARTICLE 8

Madame le Maire, Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de Grimaud, Monsieur le Chef de centre des sapeurs-pompiers de Grimaud, Monsieur le Directeur de la police municipale de Cogolin, Monsieur le Directeur des services techniques de la ville, l'intéressé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera publiée.

Fait à Cogolin, le 7 août 2026

L'adjoint délégué,

Nicolas PATACCHINI



Le maire,

Certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte,
Précise que suivant les dispositions des articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent (Toulon – 5 rue Racine – BP 40510 – 83041 TOULON cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Formalités de publicité effectuées le : 14/08/2026

N° 2026/977

Notifié le :